

truction d'habitations; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Le Roy Ladurie tendant à supprimer les expropriations pour création de zones industrielles (Création d'une usine à Elbeuf)* [27 mars 1953] (p. 2486). — Dépose une demande d'interpellation sur l'équilibre du fonds d'encouragement aux textiles nationaux [17 juillet 1953] (p. 3577). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); **RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE**, Etat A, Chap. 1030 : *Sa demande de réserver le chapitre relatif aux indemnités (Licenciement des choristes)* [8 décembre 1953] (p. 6304, 6305); Chap. 1040 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les artistes des émissions artistiques (Rajeunissement des choeurs)* (p. 6306); Article additionnel : *Son amendement tendant à réserver 12 0/0 des redevances radiophoniques pour la prime de productivité du personnel* [14 décembre 1953] (p. 6793); *le retire* (ibid). — Est nommé *Secrétaire d'âge* [12 janvier 1954] (p. 41). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au transfert et à la dévolution des biens d'entreprises de presse, Art. 3 : *Son amendement (Attribution de l'ensemble des biens utilisés à une seule entreprise)* [7 mai 1954] (p. 2222); Art. 9 : *Amendement de M. Isorni (Extension du bénéfice des accords aux entreprises dont les biens n'ont été que partiellement confisqués)* (p. 2230); Article additionnel de M. Bernard Manceau (*Libération de la presse de l'emprise des trusts*) [11 mai 1954] (p. 2299); Art. 12 : *Amendement de M. Isorni (Secteur public d'impression et biens confisqués)* (p. 2308); *Son amendement (Avis conforme de la commission de répartition pour l'attribution des biens du secteur public d'impression)* (p. 2309); *le retire* (ibid); Art. 18 : *Amendement de M. Isorni (Présomption de bonne foi pour les prisonniers, veuves de guerre et orphelins)* [20 mai 1954] (p. 2543); Art. 24 : *Son amendement (Validation pour les textes intéressant l'Algérie)* (p. 2549); Art. 27 : *Son amendement (Entreprises attributaires de biens confisqués seulement pour une part)* (p. 2552); Art. 28 : *Son amendement (Modification du Conseil d'administration de la S. N. E. P.)* (p. 2552, 2553); Art. 33 : *Son amendement (Règlement d'administration publique)* (p. 2557); *Ses explications de vote* (p. 2560). — Prend part : au débat d'investiture de M. Mendès-France, *Président du Conseil désigné* : *Injuste*

sévérité de M. Mendès-France envers ses prédécesseurs (Différence de ton entre le procureur et le postulant, procès d'intention fait à M. Bidault, aveux obtenus justifiant celui-ci), confiance offerte du Parti communiste et craintes touchant un renversement des alliances, tentative illusoire de « conciliation nationale » touchant la C. E. D. (Unique alternative : Wehrmacht autonome et France isolée), « option nécessaire » immédiate sur ce point (Continuité de la politique extérieure française) [17 juin 1954] (p. 3004, 3005, 3006); — à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du SERVICE JURIDIQUE ET TECHNIQUE DE LA PRESSE en 1955, Etat A, Chap. 41-01 : *Sa demande de disjonction (Rapport de l'Etat et de l'agence France-Presse, présentation du statut de l'agence sous forme de projet de loi, construction de l'immeuble France-Presse)* [24 novembre 1954] (p. 5376 et suiv.) — Pose à M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, une question relative au transfert des établissements de l'Inde [10 décembre 1954] (p. 6064). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à la protection de la liberté syndicale, en qualité de *Rapporteur pour avis* [26 mai 1955] (p. 3060). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* (Remaniement du Cabinet Edgar Faure) [20 octobre 1955] (*J. O. Lois et décrets* du 21 octobre 1955) (p. 10411).

En cette qualité :

Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au statut du personnel communal : *Demande le renvoi du débat* [23 novembre 1955] (p. 5957). — Reste en fonction après le refus de la confiance à la majorité constitutionnelle (29 novembre 1955), la dissolution de l'Assemblée Nationale ayant été prononcée en vertu de l'article 51 de la Constitution par décret du 1^{er} décembre 1955 (*J. O.* du 2 décembre 1955, p. 11675).

LECŒUR (M. Auguste), *Député du Pas-de-Calais (2^e circonscription) (N. I.)*.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901).

Dépôts :

Le 17 juillet 1951, une proposition de loi tendant à accorder aux mineurs et similaires,

pour le calcul de leur retraite, le bénéfice de la durée de service militaire de leur classe d'âge, **n° 148**. — Le 17 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer l'article 12 du statut du mineur, décret n° 46-1433 du 14 juin 1946, relatif au statut du personnel des exploitations minières et assimilées, décret établi en conformité de la loi du 14 février 1946, **n° 152**. — Le 31 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes des intempéries qui ont endommagé les cultures de tabac dans le Pas-de-Calais, à effectuer d'urgence un premier versement de 10 millions aux planteurs de tabac sinistrés et à accorder à ceux-ci l'exonération de l'impôt sur les bénéfices agricoles pour 1951 et les impôts directs pour 1951 et 1952, **n° 385**. — Le 23 août 1951, une proposition de loi tendant à classer les agents de travaux et conducteurs de chantiers des ponts et chaussées dans les emplois de la catégorie B des services actifs du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme, **n° 792**. — Le 6 octobre 1953, une proposition de loi tendant à accorder aux travailleurs de la fonction publique, des entreprises nationalisées, ainsi qu'aux salariés des entreprises privées, le paiement intégral des journées de grève, **n° 6728**. — Le 4 décembre 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 3 du décret n° 51-508 du 4 mai 1951 portant règlement général sur l'exploitation des mines de combustibles minéraux solides, **n° 7378**. — Le 9 février 1954, une proposition de loi tendant à fixer le salaire minimum national interprofessionnel garanti à 25.166 francs par mois, net de toute retenue pour la sécurité sociale et des impôts, pour 173 heures de travail, soit 145 francs de l'heure, et sans abattement de zone, **n° 7659**.

Interventions :

Est entendu sur une communication du Gouvernement sur sa politique extérieure : *Son rappel au Règlement (Recevabilité d'une motion)* [30 août 1951] (p. 6658). — Dépose une demande d'interpellation sur l'application des avis de la Commission supérieure des conventions collectives [9 février 1954] (p. 102); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Suppression des abattements de zone, scandale des salaires*

anormalement bas [9 février 1954] (p. 108, 109); la développe : *Prime horaire dégressive non accordée aux ouvriers agricoles, méfaits de la politique étrangère du Gouvernement, bénéfices accrus des grandes sociétés, refus du Gouvernement de relever le salaire minimum, misère des ouvriers des houillères, augmentation du chômage* [12 février 1954] (p. 242 et suiv.); *Son ordre du jour* : *Fixation du salaire minimum interprofessionnel garanti au taux de 25.166 francs, applicable à toutes les catégories de travailleurs* (p. 260). — Pose à M. le Ministre de l'Industrie et du Commerce une question relative à la médecine du travail dans les houillères [26 mars 1954] (p. 1314).

LECOURT (M. Robert), *Député de la Seine* [2^e circonscription], (M.R.P.).

Son élection est validée [20 juillet 1951] (p. 5998). — Est nommé membre de la Commission des finances [17 juillet 1951] (**F. n° 5**). — Est désigné par la Commission des finances pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte [21 septembre 1951] (**F. n° 46**).

Dépôts :

Le 20 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à modifier les méthodes de travail et le règlement de l'Assemblée, **n° 240**. — Le 20 juillet 1951, une proposition de loi tendant à encourager l'accroissement de la productivité et l'intégration des travailleurs à l'entreprise, **n° 241**. — Le 20 juillet 1951, une proposition de loi tendant à préparer un plan de réformes administratives, **n° 242**. — Le 8 septembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur : 1. les propositions de loi : de M. Cherrier et plusieurs de ses collègues (n° 179) tendant à exonérer les viticulteurs du département du Cher, victimes des gelées d'avril 1951 : a) de la distillation obligatoire pour la récolte 1950; b) du blocage pour la récolte 1950; c) des impôts fonciers pour terrains plantés en vignes et des impôts sur les bénéfices agricoles pour la récolte 1950; 2° de M. Lucien Lambert et plusieurs de ses collègues (n° 302) tendant à indemniser rapidement les victimes des calamités agricoles provoquées par les crues et orages